

Accessibilité web – memo (BDF)

Directive 2016/2102 du 26 octobre 2016 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

Objectif : Rapprocher les réglementations des Etats membres en ce qui concerne les exigences en matière d'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public (OSP).

Objet : « Les Etats membres veillent à ce que les organismes du secteur public prennent les mesures nécessaires pour améliorer l'accessibilité de leurs sites internet et de leurs applications mobiles en les rendant perceptibles, utilisables, compréhensibles et robustes » (article 4)
avec une réserve prévue à l'article 5 – notion de « charge disproportionnée » (voir considérant 39).

L'accessibilité doit s'entendre comme des principes et des techniques devant être respectés lors de la conception, de la construction, du maintien et de la mise à jour des sites internet et d'applications mobiles afin de les rendre plus accessibles aux utilisateurs, en particulier les personnes handicapées (considérant 2).

(Renvoi à des normes harmonisées / spécifications techniques avec au moins un niveau d'accessibilité équivalent à celui garanti par la norme européenne EN 301 549 VI.1.2(2015-04) – art.6)

Public cible : **Organismes du secteur public** càd Etat, autorités régionales, autorités locales, organismes de droit public (cfr directive 2014/24/UE, art.2, 61, pt4), associations d'une ou plusieurs de ces autorités ou d'un ou plusieurs organismes de droit public « *créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général autre qu'industriel ou commercial* » - (art.3,1/)

Exclusions prévues par la directive (certaines ONG, contenus intranet, ...).
Elle laisse le choix aux Etats en ce qui concerne les établissements scolaires et les crèches (exception faite du contenu ayant trait aux fonctions administratives essentielles).

Entrée en vigueur : 22 décembre 2016
Transposition dans les législations nationales AVANT le 23 septembre 2018

Acteurs et leurs rôles :

Etats membres :

- Transposer la directive (*art.12,§1*) et désigner des organismes compétents (*art.8,§7*), (*art.9,§2*) – voir *timing*
- Veiller à ce que les OSP se conforment à la directive (*art.4*), (*art.5,§1*), (*art.7,§1*), (*art.7, §1, al.5*)
- Contrôler périodiquement la conformité des sites internet et applications mobiles (*art.8,§1*) ;
- Veiller à la possibilité d'une procédure de recours (*art.9,§1*) ;
- Encourager et faciliter les programmes de formation (pour parties prenantes intéressées et personnel des OSP) (*art.7,§4*) ;
- Prendre les mesures nécessaires de sensibilisation aux exigences, à leurs avantages, ...(*art.7, §5*) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour faciliter l'application des exigences à d'autres SI et AM que ceux visés ;
- Faire un rapportage à la Commission (*art.8,§§4et5*) – voir *timing*.

Organismes du secteur public :

- Appliquer les exigences en matière d'accessibilité (*art.4 et 5*)- voir *timing* ;
- Evaluer initialement si le respect des exigences impose une charge disproportionnée à justifier le cas échéant dans la déclaration (*art.5, §3*) ;
- Mettre en place un mécanisme de retour d'information et un lien vers ce mécanisme et apporter une réponse à toute notification d'absence de conformité (*art.7,§1,al.5*) ;
- Fournir et mettre à jour une déclaration de conformité selon un modèle (*art.7,§1*).

Parties prenantes :

Sont citées les organisations représentant les intérêts des personnes handicapées et la société civile (considérant 49)

- Etre consulté ou associé
 - afin d'assurer la bonne mise en œuvre de la directive (considérant 49) ;
 - à la préparation du contenu des programmes de formation et de sensibilisation en matière d'accessibilité (considérant 47).

Commission :

- Prendre différents arrêtés d'exécution (*art.6,§2, al.2*), (*art.7,§2*), (*art.8,§2*), (*art.8,§6*) – voir *timing*;
- Faciliter la coopération entre Etats et entre Etats et parties prenantes intéressées pour échanges de bonnes pratiques, examen de la méthode de contrôle, évolutions du marché de la technologie et progrès réalisés dans le domaine de l'accessibilité (*art.7, §6*) ;
- Réexaminer l'application de la directive (*art.13*) – voir *timing*.

Timing :

Timing		Acteurs	Tâches	Réalisé
2016	Non déterminé (ND)	Commission	Publier au Journal officiel	2/12/2016
	+20 jours après parution JO	x	Entrée en vigueur de la directive	22/12/2016

2017				
------	--	--	--	--

2018	23/09/2018 (au plus tard)	Etats	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Transposer la directive dans la législation nationale et en informer la Commission (<i>art.12, §1</i>) + (<i>art.2</i>) + exclusion (<i>art.1, §5</i>) ➤ Informer la Commission de l'organisme chargé de faire assurer le respect de la directive (<i>art.9, §2</i>) ➤ Informer la Commission de l'organisme désigné pour réaliser le contrôle et présenter les comptes rendus (<i>art.8, §7</i>) 	
	23/12/2018 (au plus tard)	Commission	Actes d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Spécifications techniques (<i>art.6, §2</i>) ➤ Modèles de déclaration sur l'accessibilité (<i>art.7, §2</i>) ➤ Méthode de contrôle de la conformité des sites internet et des applications mobiles avec les exigences (<i>art.8, §2</i>) ➤ Modalités des comptes rendus des Etats à la Commission (<i>art.8, §6</i>) 	

2019	À compter du 23/09/2019	Organismes du secteur public	Appliquer pour les 'nouveaux' sites internet créés après le 23 septembre 2018 (<i>art.12, §3</i>)	
------	-------------------------	------------------------------	---	--

2020	À compter du 23/09/2020	Organismes du secteur public	Appliquer pour les sites internet créées avant le 23 septembre 2018 (<i>art.12, §3</i>)	
------	-------------------------	------------------------------	---	--

2021	À compter du 23/06/2021	Organismes du secteur public	Appliquer pour les applications mobiles (<i>art.12, §3</i>)	
	23/12/2021 (au plus tard)	Etats	Présenter un premier rapport à la Commission – Contenu (<i>art.8, §§4 et 5</i>)	

2022	23/06/2022 (au plus tard)	Commission	Réexaminer l'application de la directive Publier les conclusions (<i>art.13</i>)	
-------------	---------------------------	------------	---	--

2023				
-------------	--	--	--	--

2024	23/12/2024 (au plus tard)	Etats	Présenter un rapport (N+1) à la Commission (<i>art.8, §§4 et 5</i>)	
-------------	---------------------------	-------	--	--